

Comment faire un édito ordinaire dans une période si peu ordinaire. La sidération quant à un potentiel basculement du côté obscur de la force fait son œuvre et la peur envahit les esprits, la crainte de voir nos raisons d'être altérées, de voir les financements qui permettent nos actions amputés, de voir même « changer le travail social ».

Mais au moment où j'écris ces lignes rien n'est encore définitivement joué !

Alors il nous faut revenir à l'essentiel et aux valeurs humanistes qui nous fondent. Le travail social est le travail social, « faire société avec ceux qui sont en difficultés et aider l'autre à exister ». S'il advenait que cette plongée dans l'inconnu se concrétise, son exercice sera sans doute plus compliqué, plus exigeant encore et bien des dispositifs bouleversés mais face à cette adversité il conviendra de faire face, de coopérer davantage pour conjuguer nos efforts, nos prises de risques collectives pour tenir bon et être acteurs de la cohésion sociale et de la place de chacun dans la cité et donc de poursuivre notre travail. Il est sans doute des solidarités à renouveler, d'autres à inventer pour construire des résistances adaptées à ce que sera la (les) politique(s) de discrimination promise(s).

Mais ces discriminations n'arrivent pas qu'avec cette dissolution hasardeuse. Celles-ci sont déjà là et cherchent à s'immiscer dans les politiques publiques, C'est cette curieuse propension à considérer l'autre, le pauvre avant tout comme un fraudeur, le chômeur comme un profiteur, l'étranger comme un danger. Tous des assistés et nous tous des propagateurs de cet « assistanat » alors que l'action des travailleurs sociaux vise l'autonomie des personnes et leur pleine citoyenneté. Nous devons réaffirmer le besoin d'accompagnement social, de réponses et de dispositifs adaptés pour rendre la vie en commun possible.

Lors d'une interview dans le cadre de cette campagne éclair, j'entendais un certain Jordan B énoncer qu'avec lui aux manettes, il interdira l'accès des anciens détenus au logement sociaux pour éviter qu'ils ne prennent la place d'honnêtes travailleurs. C'est sa manière à lui d'agir contre le manque documenté de logements. Certes cela permet de ne pas évoquer le choix politique de casser la loi SRU, outil concret de solidarité, mais quid de ces détenus sans accès aux logements sociaux. Ou vont-ils aller ? faudra-t-il les garder davantage dans ces prisons déjà débordantes ? les laisser zoner pour qu'ils dérapent encore ? Les rassembler peut-être dans des lieux dédiés et surveillés qui ont déjà jalonné l'histoire ?

Est-ce bien sérieux ?

Aux tricoteurs du social que nous sommes, je suis tenté de dire « A nos aiguilles ».

Et déjà pour ces deux scrutins à venir, pas d'abstention, que des votes humanistes !

Philippe CHOLET

Administrateur du GCS25

Merci pour vos remarques et vos contributions  
Prochain numéro courant Juillet 2024

## Dans ce numéro

- Les données 115
- Pétition
- Jordan BARDELLA Premier Ministre ?
- Montée du RN : « L'Unioipss ne négociera jamais sur ses valeurs »



1064

Appels traités en mai 2024

302

68.8%

31.2%

119

Mises à l'abri réalisées

Demandes non pourvues

280 orientations abri de nuit

46 refus d'orientation par manque de place

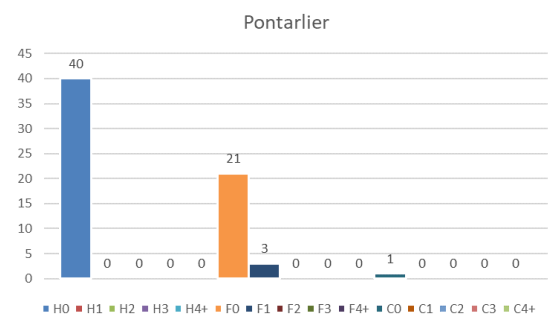
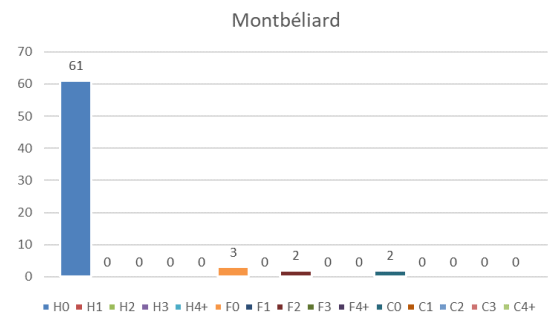
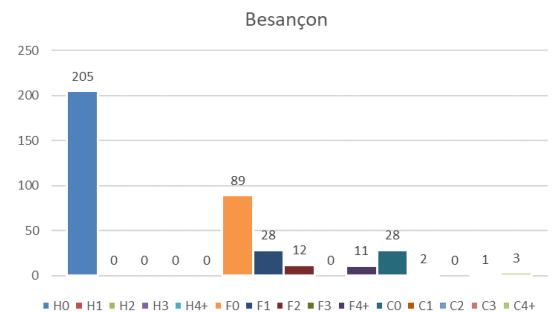
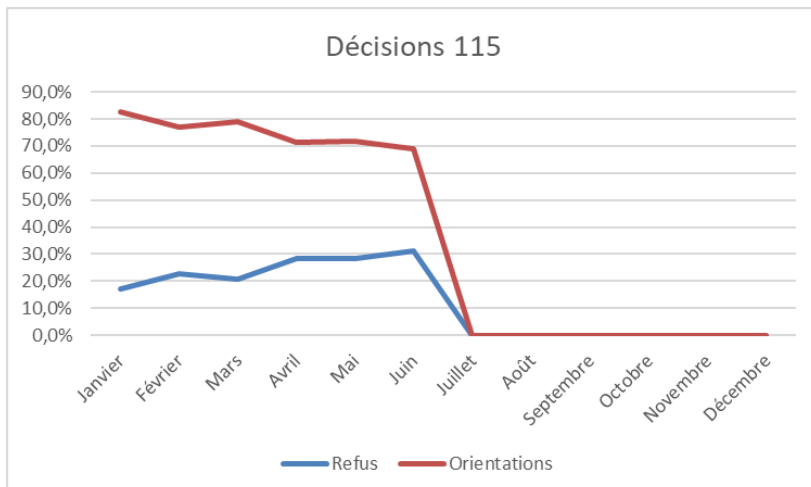
14 orientations hôtel

1 refus d'orientation par manque de place adaptée

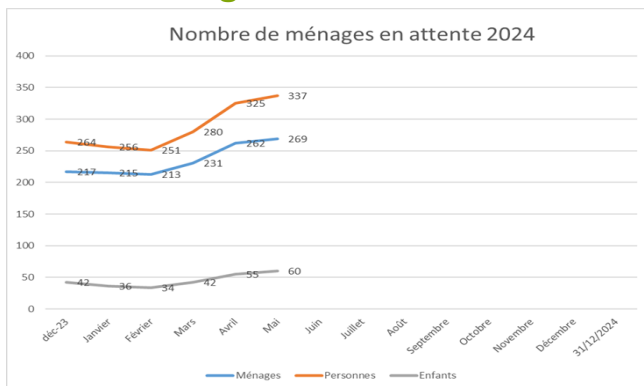
0 vers dispositifs d'hébergement d'urgence

70 autres refus : Exclusions, demande inadaptée, Statut, DDETSPP...

## Publics concernés par les demandes non pourvues 2024



## Hébergement d'insertion



Le nombre de ménages en attente poursuit son augmentation. Le mois de mai aura permis de traiter 71 nouvelles demandes alors que dans le même temps seulement 22 ménages sont sortis des structures dont 4 ménages en logement. La poursuite de cette courbe n'a donc pas de raison de s'inverser.

# Pour une politique de solidarité nationale à la hauteur des besoins

Nous, CNAPE, FAS, Nexem, Unapei, Uniopss et Uniss réclavons une augmentation des moyens octroyés aux associations gestionnaires des établissements sociaux et médico-sociaux privés à but non lucratif et à leurs représentants, à la hauteur des besoins et de la crise à laquelle ils sont confrontés.

Dans un contexte inflationniste, marqué par une forte hausse du coût de l'énergie, il est plus que jamais nécessaire que cette question fasse l'objet d'une discussion à l'Assemblée nationale.

Souhaitant mettre fin aux inégalités entre professionnels, nous réclavons également l'application du Ségur pour tous, conformément au principe constitutionnel d'égalité devant la loi.

Nous assistons à un cruel manque d'attractivité du secteur et à une hausse alarmante des besoins d'accompagnement :

- Le taux de personnes en situation de privation matérielle et sociale a atteint le niveau inédit de 14% en 2022(1).
- Les associations d'aide alimentaire alertent sur l'augmentation continue des personnes bénéficiaires.
- En octobre 2023, nous comptabilisons 2822 enfants à la rue, dont 686 de moins de 3 ans(2).

Nos établissements et services assurent 80% de l'accueil et de l'accompagnement des personnes vulnérables. Mais les crédits accordés sont depuis longtemps largement insuffisants pour nous permettre d'assurer correctement les missions qui nous sont confiées.

Pourtant, la mise en œuvre d'une politique de solidarité nationale, en faveur des personnes défavorisées(3), de la famille(4), et des personnes en situation de handicap (5) est une exigence constitutionnelle et une obligation internationale.

L'Etat français a déjà été condamné parce qu'il ne respectait pas ses engagements internationaux en la matière. Manquements concernant l'accès des personnes en situation de handicap aux services de santé, d'aide sociale et aux aides financières ; l'accessibilité des bâtiments, des installations et des transports publics... Autant d'éléments qui ont abouti à la condamnation de la France en avril dernier (6).

10 mois ont passé, et rien n'a changé. La question de la prise en charge des personnes en situation de handicap et des publics vulnérables n'est toujours pas prise au sérieux par l'Etat français. Nos professionnels sont toujours épuisés, leurs conditions de travail continuent à se dégrader, et ce au détriment des personnes accompagnées. Notre secteur a plus que jamais besoin d'actes politiques forts, qui soient à la hauteur des enjeux auxquels il fait face.

Nous refusons de voir la solidarité nationale se déliter.

Ensemble, réclavons que l'Etat respecte la Constitution et ses engagements internationaux. Ensemble, réclavons un grand débat démocratique à l'Assemblée nationale. Pour cela, il nous faut récolter 500 000 signatures.

Nous comptons sur chacun et chacune d'entre vous car nous avons tous, à un moment de notre vie, besoin de ces professionnels, pour nous ou pour nos proches.

Il y a urgence à agir : signez la pétition !

Auteurs de la pétition :

CNAPE : <https://www.cnape.fr/> - FAS : <https://www.federationsolidarite.org/>

Nexem : <https://nexem.fr/> - Unapei : <https://www.unapei.org/>

UNIOPSS : <https://www.uniopss.asso.fr/> - UNISS : <https://uniss.com/>

Article communiqué par  
Hubert MOREAU

Pour signer la pétition : <https://petitions.assemblee-nationale.fr/initiatives/i-2207>

**Responsable de la publication** : Philippe CHOLET - GCS25

**Rédaction** : Equipe SIAO

Les contenus ont une valeur informative et sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

IMPRESSION PAR NOS PROPRES MOYENS

# Jordan Bardella, Premier ministre : Que feraient les travailleurs sociaux ?

*Avec l'annonce d'élections législatives anticipées, le Rassemblement national (RN) se dit "prêt à exercer le pouvoir". Que signifierait l'arrivée de Jordan Bardella à Matignon pour les travailleurs sociaux, s'interroge dans cette **tribune libre**\* Jean-Luc Gautherot, ingénieur social.*

En janvier dernier, j'écrivais une [chronique](#) intitulée : « *Le Pen présidente, que feraient les travailleurs sociaux ?* », qui tentait de savoir quelles pourraient être les réactions des travailleurs sociaux en cas de victoire de Marine Le Pen aux présidentielles de 2027 : démissionner ; rester parce qu'on partage les idées du Rassemblement national (RN) ; rester et ne pas appliquer les décisions du nouveau pouvoir en place, etc.

Emmanuel Macron vient de dissoudre l'Assemblée nationale suite aux résultats des élections européennes. Jordan Bardella pourrait bien être nommé Premier ministre, dès cet été, si le RN obtient la majorité des sièges des députés.

Que vont faire les travailleurs sociaux et leurs représentants dans cette période électorale, et après ?

## Une situation de cohabitation

La France va tout droit vers une situation de cohabitation comme elle en a déjà connu dans le passé. Emmanuel Macron resterait président de la République et Jordan Bardella dirigerait un gouvernement composé de partisans du RN.

Ce qui signifie en clair que dans ce scénario, tous les ministères et secrétariats d'État seraient tenus par des personnes porteuses de l'idéologie du RN. Si ce parti remporte la majorité absolue aux législatives, il aura tout pouvoir pour transformer le travail social à sa guise.

## Quel changement concret pour le travail social ?

Si le RN applique son idéologie, et les actions concrètes que ses partisans annoncent dans les médias depuis des années, on peut s'attendre à la fin de la prise en charge des mineurs non accompagnés (MNA) au mépris de la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE).

On peut s'attendre à des changements importants sur la politique du droit d'asile, restrictions des critères dans l'étude des dossiers par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), fermeture de centres d'accueil pour demandeurs d'asile (Cada), chasse aux déboutés pour augmenter le nombre des expulsions.

On peut s'attendre à un renforcement de la logique de répression, notamment en protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) et dans le secteur de l'addictologie où la logique éducative pourrait reculer : la prison plutôt que l'éducation et les soins.

On peut s'attendre plus largement à une exclusion des aides sociales des personnes étrangères non ressortissantes européennes : personnes handicapées, sans-abri, mineurs en danger, personnes âgées.

## Un vent de fronde

Ces derniers temps, de nombreux signaux faibles montraient la montée d'une tendance au durcissement des relations entre les acteurs du travail social et les pouvoirs publics. Un vent de fronde se levait.

[Barrages filtrants](#) dans le nord de la France, volonté de créer un front uni des associations gestionnaires pour avoir une véritable force de frappe, contentieux systématiques en cas de désaccord, pétition pour obliger l'Assemblée nationale à un débat sur le travail social.

Le 4 avril, [Daniel Goldberg, président de l'Uniopss](#), déclarait : « *Nous n'avons pas de tracteurs..., nos exigences pèsent peu jusqu'à présent... J'appelle les fédérations partenaires, les grands réseaux qui ne sont pas adhérents de notre union à ce que nous nous retrouvions dans un Comité permanent du secteur non lucratif des solidarités et de la santé... Parler d'une seule voix afin d'avoir plus de poids dans les décisions publiques et plus de reconnaissance auprès de nos concitoyens.* »

Le 15 mai, [Philippe Calmette](#), un des leaders du mouvement « Nouvelle donne » au sein de la fédération Nexem, affirmait dans une interview : « *Il faudra des opérations plus radicales que celles que nous avons menées jusqu'alors. La politique de négociation et de recherche de consensus avec les pouvoirs publics qui a fonctionné pendant des années, et à laquelle j'ai participé, n'est plus*

Retrouvez l'ensemble des bulletins du SIAO sur notre site internet

<http://siao25.e-monsite.com/pages/bulletin.html>

possible aujourd'hui. Notre secteur n'est plus prioritaire et le dialogue n'a plus aucune place. Nous devons aller vers des formes de mobilisation plus radicales. »

## Un vent de fronde pour faire barrage au RN ?

Le vent de fronde qui se lève dans le travail social va-t-il se transformer en vent de fronde pour faire barrage au RN ? Les grandes associations et fédérations vont-elles parler d'une seule voix pour dire qu'il ne faut pas voter pour ce parti parce que le travail social qu'il prépare ne correspond pas à leur système de valeurs ?

Les associations gestionnaires de terrain vont-elles faire de même auprès de leurs salariés ? Des mobilisations, des manifestations vont-elles être organisées pour défendre un travail social universel qui ne met pas les étrangers à l'écart ?

Ou alors les représentants du travail social vont-ils rester neutres ? Dans les phases électorales, ils ont habituellement une attitude non partisane, ils n'appellent pas à voter pour tel ou tel parti. Ils font savoir, par voie de presse, à tous les candidats ce qu'ils attendent en matière de politique sociale pour les inciter à intégrer ces éléments dans leur programme.

La peur d'être sanctionné par le nouveau pouvoir en place, s'ils ont clairement montré leur hostilité à son égard, va-t-elle l'emporter ? Vont-ils justifier leur neutralité en expliquant que ce n'est pas le rôle des associations gestionnaires de « faire de la politique », et que ce qui compte ce sont les usagers ? Vont-ils rester muets en espérant que personne ne vienne leur demander de prendre position et donc d'engager leur responsabilité ?

## Et après ?

Si Jordan Bardella devient Premier ministre, les possibilités de réaction que j'évoquais dans la chronique citée en introduction vont s'offrir plus tôt que prévu aux travailleurs sociaux.

Assisterons-nous à des démissions massives des professionnelles qui ne pourront pas appliquer les changements incompatibles avec leurs convictions ?

Ou plutôt à des résistances internes des professionnels qui resteront et qui refuseront d'appliquer les nouvelles réglementations ? N'assisterons-nous à rien de particulier si, comme certains le disent, les professionnels d'aujourd'hui n'ont plus de conscience politique ?

## Pour conclure

Les analystes répètent en boucle que l'environnement du travail social est devenu instable et incertain. Si on en doutait encore, nous avons là un élément de confirmation. Qui avait prévu un tel rebondissement ?

Bien sûr, le futur n'est pas écrit d'avance, mais la nomination de Jordan Bardella en tant que Premier ministre est un scénario tout à fait probable, qui tactiquement pourrait même arranger le camp du président de la République pour préparer les présidentielles de 2027.

Le RN pourrait alors être critiqué sur un bilan qui montrerait peut-être que les solutions simplistes qu'il promet n'ont pas été appliquées parce qu'elles sont inapplicables. En attendant, les acteurs du travail social, représentants comme professionnels de terrain, sont face à un choix historique, pour l'avenir du secteur.



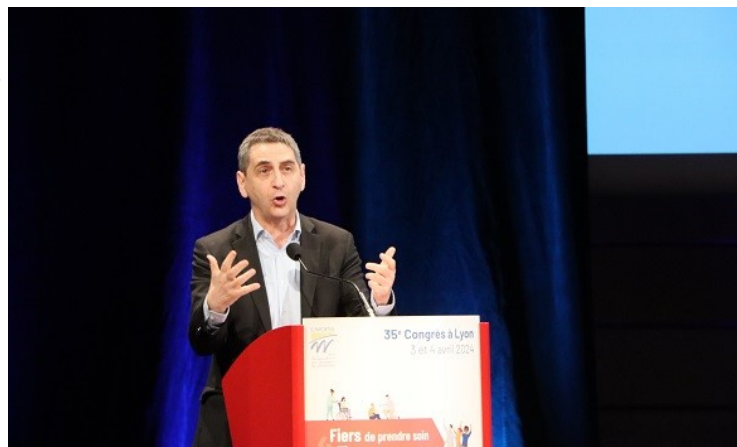


# Montée du RN : "L'Uniopss ne négociera jamais sur ses valeurs"

Après la victoire du Rassemblement national (RN) aux européennes et la dissolution de l'Assemblée, l'Uniopss appelle à la mobilisation de tous les acteurs des politiques de solidarité pour éviter le scénario du pire. L'organisation espère que les enjeux sociaux ne seront pas totalement mis de côté pendant la courte campagne électorale.

« Le résultat des élections européennes, avec l'extrême droite qui recueille 40 % des suffrages exprimés, est plus qu'une alarme pour tous les acteurs des solidarités et de la santé ».

Au lendemain de la victoire du Rassemblement national (RN) aux élections européennes et de l'annonce d'une dissolution de l'Assemblée nationale, l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (Uniopss) n'a pas tardé à réagir.



Elle ne cache pas son inquiétude devant l'issue du scrutin des élections législatives d'autant que, souligne-t-elle, « la question des solidarités est tantôt montrée comme un repoussoir, tantôt comme un coût trop important qu'il faut à tout prix diminuer »

## Résolument humains

Ce 12 juin, le président de l'Uniopss, Daniel Goldberg, commente les conséquences de la situation nouvelle pour le champ des solidarités.

« Le bureau de l'Uniopss s'est réuni hier, lundi. Tous ses membres, issus des unions régionales ou des adhérents, étaient pleinement conscients de la gravité de la situation. Face au risque d'une victoire du RN, tous les acteurs qui ont des valeurs fortes et disposent de réseaux importants doivent prendre leurs responsabilités. »

Le président de l'Uniopss se réjouit d'avoir une vraie boussole avec son projet politique et stratégique « Résolument humains ! » pour la période 2024-2030.

« Il est clair que nous ne négocierons jamais sur nos valeurs fondamentales », affirme Daniel Goldberg. « Quand nous avons travaillé sur ce document l'année dernière, nous avions en tête l'élection présidentielle de 2027 avec une victoire possible de l'extrême droite. La perspective est avancée de trois ans », précise-t-il.

## Besoin d'un débat sur les solidarités

Viscéralement opposée à « la société encore plus excluante » promise par le RN, l'Uniopss n'oublie pas cependant les entorses à la solidarité orchestrées par la majorité d'Emmanuel Macron. Daniel Goldberg évoque trois dossiers emblématiques qui ont cristallisé l'opposition des acteurs associatifs : « le [démantèlement de la loi SRU](#), la stigmatisation des demandeurs d'emploi et la loi immigration ».

Ce qui inquiète beaucoup le président de l'Uniopss, c'est la brièveté de la campagne électorale (deux semaines à partir de l'enregistrement des candidats le 14 juin). « *On aurait besoin d'un vrai débat sur les solidarités, mais il n'aura pas lieu* », déplore-t-il. Et de citer plusieurs dossiers urgents, comme la loi Grand âge, sur lesquels les candidats à la députation devraient prendre position.

## Multiplis initiatives

Les acteurs du social vont, d'ici le premier tour (30 juin), multiplier les initiatives pour essayer de se faire entendre. Le 10 juin, le [collectif Alerte](#) – auquel appartient l'Uniopss – a pris position, affirmant que « *l'extrême droite est un danger pour les victimes de la pauvreté* ». Le « Pacte du pouvoir de vivre », dont sont membres notamment l'Uniopss et la CFDT, doit également entrer dans la danse.

ESS France, qui organise son congrès les 12 et 13 juin (et verra l'élection de Benoît Hamon à sa présidence), devrait aussi s'engager. « *L'économie sociale et solidaire ne peut être partisane mais elle n'est pas neutre* », affirme Daniel Goldberg.

## Faire vivre la promesse républicaine

Pour l'Uniopss, riposter à la menace de l'extrême droite ne suffit pas. « *Il s'agit de redonner confiance en l'action publique pour répondre aux besoins et aux détresses qui s'expriment* », affirme le communiqué de presse.

Explications de son président : « *La promesse républicaine n'est pas remplie actuellement. Dans la gestion des vulnérabilités, par exemple, il faut penser la place des citoyens. Les gens doivent avoir le sentiment d'être écoutés.* » Le rôle des corps intermédiaires doit être vraiment reconnu, insiste-t-il, à rebours des pratiques des dernières années.

## Quid des lois budgétaires ?

De façon très pragmatique, l'ancien député socialiste s'inquiète du calendrier des prochaines semaines. L'été, en effet, était la période où les fédérations tentaient d'influer sur les arbitrages dans le cadre de la préparation des lois budgétaires. Tout cela ne sera pas possible cette année, avec un gouvernement qui va se constituer courant juillet.

Face à ces menaces et incertitudes, Daniel Goldberg espère que le secteur saura se retrouver sur des combats communs (lire encadré), tordant le cou à la dispersion.

## Vers un comité permanent ?

Lors du [congrès de l'Uniopss](#) à Lyon, début avril, Daniel Goldberg avait tapé du poing sur la table en pressant les nombreuses associations du secteur de se retrouver sous une bannière commune pour parler d'une seule voix face à des pouvoirs publics qui ont du mal à les entendre.

Depuis, un courrier a été envoyé à l'ensemble des organisations qui ne sont pas membres de l'Uniopss : Nexem, Croix-Rouge, Unapei, Fehap, Cnape, etc. « *Tout le monde ne m'a pas répondu, mais tous ceux qui l'ont fait ont accueilli positivement ma proposition* », précise-t-il.

Les tractations se poursuivent pour déboucher sur un comité permanent. Une réunion de lancement est prévue le 17 juillet, dix jours après le second tour des élections législatives.

# PLAN DE VIGILANCE ET DE MOBILISATION

#lasolidaritepaslechaos

FAS FLASH



## La FAS appelle à la mobilisation collective pour faire vivre la solidarité

Lorsque la société se met en danger, les acteurs et actrices de la solidarité sont menacé.e.s alors que leur action est plus indispensable que jamais pour une société juste et apaisée. Les travailleurs sociaux, les travailleuses sociales, les directions et les bénévoles de nos associations constituent au sein de la société une force collective précieuse et pourtant fragilisée pour maintenir la cohésion nationale.

Au vu des lourdes inquiétudes qui pèsent sur les personnes en situation de pauvreté et de précarité suite aux dernières élections européennes et à la dissolution de l'Assemblée nationale, la FAS s'est immédiatement portée au premier rang de la mobilisation avec l'ensemble de la société civile, pour placer au cœur de la société française les principes et les réalités de la solidarité et faire obstacle à l'extrême droite.

La FAS appelle à la mobilisation déterminée de tous et toutes aux côtés des syndicats, des associations et des citoyen.nes ce week-end partout en France, notamment samedi 15 juin, place de la République à Paris.

La Fédération appelle également tous ses adhérent.es, partenaires et sympathisant.es à voter lors des élections législatives des 30 juin et 7 juillet prochains pour « prendre leur part ».

La FAS s'exprimera à nouveau lors de son Assemblée générale du 18 juin et fera des Journées du Travail Social, les 24 et 25 septembre à Nancy, un nouveau point d'orgue de la mobilisation collective pour les solidarités.

Comme l'a annoncé aux ASH notre président, Pascal Brice, « *nous allons renforcer notre présence auprès de nos adhérents, nous montrer à l'écoute et accompagner les équipes pour porter nos messages dans le débat public.* »

**[Retrouvez l'intégralité de son entretien](#)**